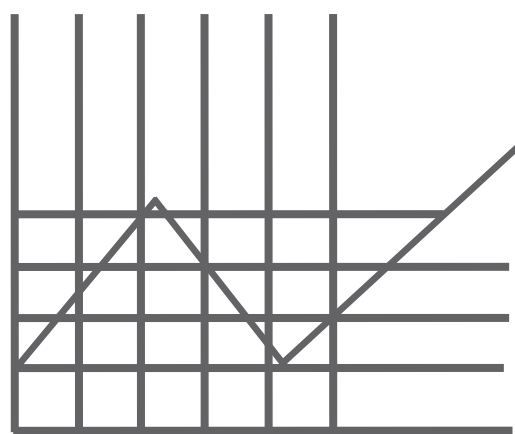




La Lettre de la BOURSE

Journal de l'Economie et des Marchés de Capitaux

Fondé le 18 Février 2003 - Récépissé N° 023/RDJ/C19/BASC

N° 188 du 19 Septembre 2024 - Prix : Cameroun 400 F.cfa – Cemar 600 F.cfa

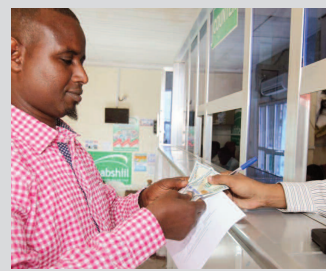
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : **Salomon Douala Epale**

COÛT ÉLEVÉ DES TRANSFERTS DE FONDS

Une entrave au développement économique de l'Afrique

Le coût élevé des transferts de fonds vers l'Afrique subsaharienne constitue un frein majeur à l'optimisation de cette source cruciale de financement pour les économies locales.

P. 12



COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE DU CAMEROUN

Autopsie d'une économie malade

Une publication du comité de compétitivité, service rattaché au ministère de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat) sur l'état de la compétitivité du Cameroun, souligne l'importance d'une stratégie nationale pour développer et retenir les talents, tout en proposant des solutions pour renforcer l'infrastructure économique et diversifier les mécanismes de financement du secteur privé.

Elle met également un accent sur les performances macroéconomiques de l'année 2023.

Pp.6-7



Marché monétaire

Attirer plus d'investisseurs

Au cours de la 11ème session du Cadre permanent de concertation des Trésors publics de la Cemar réunit du 3 au 5 septembre 2024, un accent particulier a été mis sur les réformes profondes à opérer tant au niveau de la gestion budgétaire des États que dans la professionnalisation des acteurs financiers. P. 3



Extrême-Nord- Cameroun

L'impuissance des autorités face aux inondations

P. 5

Produits agricoles

La stratégie du Cameroun pour conquérir le marché chinois

P. 8

Processus de Kimberley

La mission d'évaluation séjourne en RCA

La mission d'évaluation du processus de Kimberley est arrivée à Bangui le vendredi 6 septembre 2024. P. 4

Suivez notre actualité sur www.lettre-bourse.com

ÉVÉNEMENT

Briefing sur le 60e anniversaire de la Banque Africaine de Développement

Le 9 septembre 2024, la Banque Africaine de Développement (BAD) a célébré son 60e anniversaire à Abidjan, commémorant six décennies d'engagement envers le développement du continent africain.

Lors de cette cérémonie, le président Akinwumi Adesina a adressé un message éloquent à ses collaborateurs, soulignant leur rôle crucial dans la transformation de l'Afrique.

M. Adesina a exprimé sa gratitude envers le personnel, affirmant : « Vous êtes importants pour la Banque, vous êtes importants pour l'Afrique ». Il a salué le travail acharné de plus de 2 000 employés de la BAD, qui ont contribué à la mise en œuvre de 6 575 projets depuis sa création en 1964, transformant la vie de 400 millions de personnes.

Le président a également reconnu les sacrifices des employés travaillant dans des contextes fragiles, comme en Somalie et au Soudan, et a affirmé que le personnel lui manquerait le plus à la fin de son mandat.

En outre, M. Adama Coulibaly, ministre ivoirien des Finances, a renforcé cette reconnaissance, déclarant que le personnel constitue « le cœur et l'âme » de l'institution. Il a réaf-

firmé le soutien continu du gouvernement de Côte d'Ivoire pour réaliser les objectifs de la BAD.

La célébration a été marquée par des témoignages de membres du personnel exprimant leur engagement, tandis que M. Adesina a souhaité un joyeux anniversaire à ses collègues dans sa langue maternelle, le Yoruba. Ce moment fort a renforcé les liens au sein de l'institution, signalant des décennies futures de coopération et de développement en faveur de l'Afrique.

Les 60 années d'engagement de la Banque Africaine de Développement marquent un jalon significatif dans le développement de l'Afrique. En appuyant les pays membres à anticiper les défis futurs et à capitaliser sur les opportunités, la BAD continue d'être un acteur clé dans la transformation et le progrès du continent. La vision d'un avenir meilleur pour l'Afrique, guidée par l'essor de son capital humain et la coopération régionale, est plus jamais à portée de main.

Emmanuel Um

TCHAD / TRANSPORT

L'aéroport international de Djermaya confié au chinois CAMCE



Le Tchad a franchi une étape importante dans le développement de ses infrastructures aéroportuaires avec la signature d'un accord pour la construction de l'aéroport international de Djermaya.

Le ministre des Finances, Tahir Hamid Ngulin, a officialisé ce projet lors du Forum sino-africain de coopération, en scellant l'accord avec le président-directeur général de CAMC Engineering, Wang Bo. Situé à environ 35 km de N'Djamena, ce projet attendu depuis 2011 vise à soutenir l'aéroport de la capitale et à répondre à l'augmentation des flux de passagers et de fret.

Ce chantier, lancé sous l'ancien président Idriss Déby, comprend une piste de 3500 mètres et une liaison

autoroutière vers N'Djamena. Sa relance témoigne de la volonté des autorités tchadiennes de moderniser les infrastructures aéroportuaires du pays pour s'aligner sur les normes internationales de performance et de service. En parallèle, l'aéroport Hassan Djamous a également bénéficié de travaux de modernisation, renforçant ainsi la capacité de l'industrie aérienne nationale.

La présidence tchadienne a souligné que cet accord, parmi d'autres signés avec la Chine, s'inscrit dans une dynamique de coopération mutuellement bénéfique, visant à atteindre des objectifs de développement et de sécurité communs entre les deux nations.

CAMEROUN / EDUCATION

L'Unesco alloue 45 millions USD pour booster l'alphabétisation

L'Unesco s'engage résolument en faveur de l'éducation au Cameroun en mobilisant 45 millions de dollars pour soutenir les politiques d'alphabétisation.

Ce financement a été annoncé par le Premier ministre camerounais, Joseph Dion Ngute, dans un message sur son compte X, le 10 septembre.

Les fonds seront principalement orientés vers la modernisation des programmes scolaires, en mettant un accent particulier sur l'enseignement multilingue, qui a commencé à être mis en œuvre en 2020. Après une phase pilote réussie en 2021, le gouvernement camerounais s'efforce de généraliser cette initiative, reconnue par la directrice de l'UNESCO, Audrey Azoulay, comme essentielle pour améliorer l'acquisition des compétences de base.

En parallèle, l'UNESCO prévoit



de former 15 000 enseignants et 13 000 directeurs d'écoles et responsables pédagogiques, tout en fournissant 4 millions de manuels scolaires. Le programme inclura également la distribution de repas pour les enfants issus des familles les plus vulnérables.

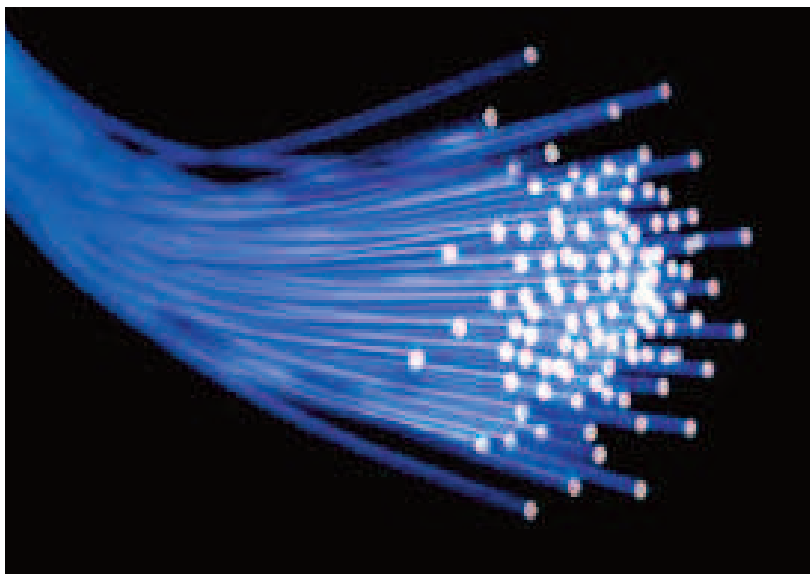
Avec ce soutien financier, le Ca-

meroun rejoint d'autres pays bénéficiant d'un soutien similaire dans le cadre du Partenariat mondial pour l'Éducation, tels que la Côte d'Ivoire et le Tchad, consolidant ainsi ses efforts pour un système éducatif plus inclusif et performant.

E.U

RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

La République Centrafricaine à l'ère de la fibre optique



L'arrivée de la fibre optique en République centrafricaine marque un tournant décisif dans l'accessibilité numérique du pays, longtemps freiné par une connectivité limitée.

Grâce à un projet ambitieux d'interconnexion de 900 km entre la RCA, le Cameroun et le Congo, financé par la Banque africaine de développement et l'Union européenne, la population bénéficie désormais d'un accès à internet à haut débit. Cette avancée est saluée par les acteurs locaux, notamment Mamady Souare, qui voit en elle une opportunité de désenclavement numérique.

Le nouveau centre de formation numérique à l'université de Bangui est une illustration concrète de cette avancée, offrant aux étudiants la possibilité de développer des compétences essentielles dans un environnement de travail modernisé. Junior, un étudiant ambitieux, peut désormais travailler sur son projet innovant d'un robot éducatif, « Mama Africa », reliant ainsi l'édu-

cation à des problématiques contemporaines comme le changement climatique, grâce à une connexion stable et rapide, même en cas d'intempéries.

Avec le débit internet multiplié par trois depuis 2023, les jeunes centrafricains accèdent à des services numériques jusqu'alors inaccessibles, ouvrant la voie à une vague d'innovation. Comme l'affirme Samatar Omar Elmi, cette révolution numérique offre un champ de possibilités pour l'entrepreneuriat et le développement d'applications inédites.

L'optimisme est palpable parmi les responsables du projet, qui anticipent un avenir radieux pour la RCA, où les avancées technologiques permettront de passer d'une économie traditionnelle à une économie numérique dynamique. Cette transformation marie développement technologique et inclusion sociale, faisant de la fibre optique un véritable outil de progrès pour la République centrafricaine.

La Lettre Sarl

- Société spécialisée dans la communication des marchés des capitaux
(Appels publics à l'épargne, émission des bons de trésor, etc.)
- Edition des journaux (La Lettre de la Bourse et Kaso'o)

Directeur Général
Salomon Douala Epale

La Lettre de la BOURSE

Journal de l'Economie et de la Finance
Paru à 15000 exemplaires - N° 188 du 19 Septembre 2024 - Contient 48 pages - Coût 5000 CFA

Tél. : (237) 696.49.24.40

E-mail : lalettrebourse@lettre-bourse.com

Directeur de la Publication

Salomon Douala Epale
Tél. (237) 223.41.12.57
- 677.53.20.32
E-mail : salomondoualepale@gmail.com

Direction Administrative et Financière

Hugo Bougna
Conseiller à la Rédaction
Jérémie Toko
Bruno Bekima

Rédacteur en Chef

Salomon Douala Epale
Secrétaire de rédaction
Emmanuel Um

Rédaction Centrale

S. Douala Epale
Bougna Etroukan Z. R.
Dagoro Etroukan
Yveline M. Douala (Stg)
Philippe Nsoa

Desk Yaoundé

Francisca Ewandjé E.
(237) 677.60.47.58
Philippe Baba
(237) 696.97.32.17

Gabon

Isaac Makanga
Tél. +241 627 80 606

Tchad

Mercile Fils
Tél. +235 66 30 73 75

Service commercial et marketing

Dieudonné Seh
(237) 696 04 51 50

Infographie

Ingenieur Joseph Moussi
(237) 674.06.64.24
(237) 698.52.32.11
E-mail : joemoussi@gmail.com

Impression

JV Graf, Yaoundé

Distribution

Cameroun
Fedipress

Gabon

Sogapresse

Tchad

Hisseine Mersile Atti
Mahamat

CADRE PERMANENT DE CONCERTATION DES TRÉSORS PUBLICS

Attirer plus d'investisseurs

Brazzaville (Congo) a accueilli du 3 au 5 septembre 2024 la 11^{ème} session du Cadre permanent de concertation des Trésors publics de la Cemac (CPC-TP-Cemac).

La rencontre, placée sous le thème « Développement des capacités organisationnelles et humaines, problématique de déontologie sur le marché des valeurs du trésor de la Cemac », a permis de passer en revue les défis auxquels est confronté ce marché. L'objectif est clair : attirer davantage d'investisseurs en améliorant la structure et la gestion du marché des valeurs du trésor.

Parmi les principaux obstacles soulignés par les experts, le manque de fiabilité des Trésors publics pour honorer leurs engagements de remboursement est l'un des plus préoccupants. Les États de la sous-région peinent à instaurer la confiance nécessaire pour attirer les investisseurs. Selon Christian Rodrigue Otolu, rapporteur du CPC-TP Cemac et gestionnaire de la cellule de règlement et de conservation des titres, « tant que les États n'améliorent pas leur gestion budgétaire et leur capacité à respecter les échéances, les investisseurs resteront réticents ».



D'autres défis incluent la rationalisation des interventions publiques, la gestion inefficace des plans de trésorerie, ainsi que les sorties budgétaires non planifiées qui contribuent à l'instabilité du marché. De plus, sur la trentaine de Spécialistes en valeur du trésor (SVT), seuls deux réussissent véritablement à remplir leur rôle d'intermédiaires actifs, ce qui dénote un problème

de professionnalisme et d'efficacité parmi les acteurs du marché.

Face à ces constats, les participants ont proposé des réformes structurelles et organisationnelles pour redynamiser le marché des valeurs du trésor. Parmi les pistes de solution, l'amélioration des politiques budgétaires et monétaires occupe une place centrale. Une gestion plus rigoureuse des

plans de trésorerie annuels et une réforme de la fiscalité sont également envisagées pour stabiliser et renforcer la confiance des investisseurs.

Le renforcement de l'infrastructure juridique et humaine est également indispensable. Le CPC-TP Cemac, en collaboration avec la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), envisage de mettre en place un nouveau cadre juridique et institutionnel pour améliorer la gestion de la dette publique. Cela inclut la modernisation des outils de gestion et l'introduction de pratiques de gestion active de la dette, afin de mieux aligner les sorties budgétaires avec les prévisions économiques.

Attirer davantage d'investisseurs sur le marché des valeurs du trésor de la Cemac nécessite des réformes profondes tant au niveau de la gestion budgétaire des États que dans la professionnalisation des acteurs financiers. L'amélioration de la transparence, la rigueur dans la gestion des dettes publiques et une communication accrue avec les investisseurs et les intermédiaires financiers sont des conditions indispensables pour redynamiser ce marché et garantir une croissance durable pour la sous-région.

Bounga Etroukan Z. R.

PARTENARIATS FINANCIERS EN ZONE CEMAC

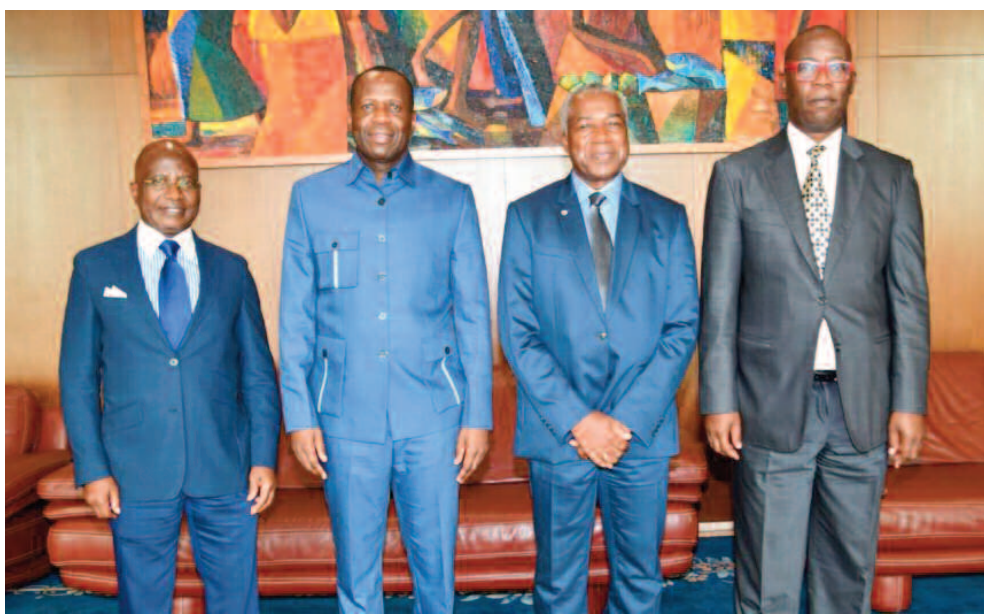
La BDEAC renforce sa coopération avec la BEAC pour financer des projets de développement

Le 11 septembre 2024, la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) et la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) ont franchi une nouvelle étape dans leur coopération.

Lors de la rencontre le 11 septembre 2024 au siège de la BEAC à Yaoundé, Yvon Sana Bangui, gouverneur de la BEAC, et Dieudonné Evou Mekou, président de la BDEAC, ont discuté des mécanismes de mobilisation des ressources nécessaires pour soutenir les projets de développement en zone CEMAC (Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale).

Les discussions avaient pour objectif de renforcer les liens entre les deux institutions en vue de promouvoir une croissance économique inclusive et durable. Ce partenariat vise particulièrement le financement de projets à fort impact social et environnemental. À ce jour, le montant précis que la BDEAC souhaite mobiliser auprès de la BEAC n'a pas été divulgué.

La collaboration entre la BEAC et la BDEAC n'est pas nouvelle. Déjà en 2016, un protocole d'accord et deux conventions avaient été signés, permettant à la BEAC de soutenir la BDEAC à hauteur de 400 milliards de FCFA. Ce soutien avait contribué au financement de projets stratégiques dans des secteurs clés comme les transports, l'énergie et les télécommunications, avec



l'objectif d'intégrer les économies de la zone CEMAC. La BEAC détient d'ailleurs 33% du capital de la BDEAC, en tant qu'actionnaire majoritaire.

Aujourd'hui, les deux institutions entendent poursuivre cette dynamique de coopération. Une visite de travail du gouverneur de la BEAC au siège de la BDEAC à Brazzaville est prévue prochainement pour finaliser un nouveau protocole d'accord, confirmant leur engagement à renforcer leur collaboration.

Depuis plusieurs années, la BDEAC s'ef-

force de diversifier ses sources de financement pour réaliser son Plan Stratégique 2023-2027, baptisé "Azobé". Adopté en décembre 2022, ce plan vise à positionner la BDEAC comme un acteur clé du développement durable en Afrique Centrale. Il repose sur trois axes principaux : l'intégration économique régionale, le développement durable et l'amélioration des conditions de vie des populations de la zone CEMAC.

Pour financer ce plan ambitieux, la BDEAC a déjà lancé une série d'emprunts obligataires,

dont le dernier, "BDEAC (6,20% – 5,95% – 4,70%) NET 2024-2031", a permis de lever 54,7 milliards de FCFA, dépassant ainsi les prévisions initiales de 50 milliards FCFA. Un nouvel emprunt obligataire est annoncé dans les prochains mois pour poursuivre la mobilisation des fonds nécessaires au financement des projets du plan "Azobé".

Cette mobilisation de ressources, couplée à l'appui de la BEAC, constitue un levier essentiel pour la réalisation des projets de développement dans la région. Elle permettra de renforcer l'intégration économique, de moderniser les infrastructures et de soutenir des initiatives à impact social et environnemental.

L'enjeu principal de cette coopération est de contribuer à l'intégration économique régionale, qui reste un défi crucial pour les pays de la CEMAC. Grâce à des projets d'envergure, financés par la BDEAC avec l'appui de la BEAC, la région pourrait voir se développer des infrastructures essentielles à la croissance, tout en favorisant un développement inclusif et durable.

L'objectif à terme est de transformer la BDEAC en un acteur incontournable du développement en Afrique Centrale, capable de répondre aux besoins croissants en matière de financement, tout en soutenant une transition vers une économie plus résiliente et durable.

Bounga Etroukan Z. R.



Journal de
l'Économie et
des Marchés

Maintenez le lien, abonnez-vous à la version numérique



Tél. : (237) 696 49 24 40
E-mail : lettrebourse@gmail.com

Retrouvez nous sur ekiosque.com

LE TCHAD RENFORCE SES LIENS AVEC LA HONGRIE

Une visite historique et des accords stratégiques

Un président tchadien se rend en Hongrie, pour la première fois après 64 ans d'indépendance.

Mahamat Idriss Deby Itno, après avoir assisté au neuvième Forum sur la coopération sino-africaine, a été accueilli à Budapest pour une série de rencontres diplomatiques.

Lors de sa visite, le président Deby a signé plusieurs accords de coopération avec le Premier ministre hongrois, Viktor Orban. Cette rencontre, formaliste mais emblématique, illustre un tournant significatif dans les relations entre le Tchad et la Hongrie. Un communiqué publié le 9 septembre 2024 sur le site de la présidence tchadienne a révélé que ces accords sont destinés à « formaliser les relations qui s'annoncent bénéfiques aux deux pays amis ».

Parmi les accords signés figurent



Signature de documents

une déclaration commune de partenariat stratégique, un mémorandum d'entente entre le ministère de l'Agriculture hongrois et le ministère de l'Élevage tchadien, ainsi que deux partenariats se concentrant sur le sec-

teur de la défense et le statut des soldats hongrois stationnés au Tchad. Ces accords visent à renforcer la coopération dans des domaines variés, allant de l'agriculture à la sécurité, témoignant d'une compréhension mu-

tuelle des défis auxquels chaque pays fait face.

Cette initiative intervient alors que Budapest cherche à intensifier ses relations avec N'Djamena. En début d'année, Hungary Helps, l'agence hongroise d'aide humanitaire et de développement, a ouvert son premier bureau de représentation en Afrique dans la capitale tchadienne, un signe prometteur d'engagement à long terme.

Le gouvernement hongrois a également pris des mesures pour favoriser les échanges commerciaux et les investissements au Tchad. En novembre 2023, le Parlement hongrois a autorisé le déploiement de 200 soldats au Tchad, dans le but de contribuer à la lutte contre l'immigration clandestine et le terrorisme, démontrant ainsi une volonté d'assistance sécuritaire.

Cette visite s'inscrit dans un cadre plus large de renforcement des relations entre l'Afrique et les pays euro-

péens. Rappelons qu'au cours du Forum sur la coopération sino-africaine, le Tchad avait également signé six accords avec la Chine dans des secteurs clés tels que l'infrastructure, l'énergie et la sécurité.

Les accords récemment signés avec la Hongrie et les engagements pris avec la Chine montrent la volonté du Tchad d'étoffer ses partenariats internationaux afin de soutenir son développement socio-économique et de renforcer sa sécurité. Ces assises soulignent le rôle de plus en plus actif du Tchad sur la scène internationale, dans la recherche de nouveaux alliés stratégiques pour faire face aux défis contemporains.

En consolidant ses relations avec la Hongrie, le Tchad ouvre la voie à une coopération bilatérale prometteuse, potentiellement bénéfique pour son développement futur.

Dagoro Etroukan

PROCESSUS DE KIMBERLEY

La mission d'évaluation séjourne en République Centrafricaine

La mission d'évaluation du processus de Kimberley est arrivée à Bangui le vendredi 6 septembre 2024.

Elle a été accueillie ce lundi 9 septembre par le Ministre en charge des Mines et de la Géologie, M. Rufin Benam Beltoungou, lors d'une réunion technique à son cabinet. Cette rencontre a ensuite permis des échanges entre les membres de la mission et les acteurs du secteur diamantifère en République centrafricaine, incluant les bureaux d'achat, les artisans et des représentants de la société civile.

Cette mission revêt une importance cruciale pour le gouvernement centrafricain, qui souhaite obtenir la levée totale de l'embargo qui pèse depuis onze ans sur certaines zones productrices de diamants. Cette restriction, jugée excessive, entrave non seulement le développement économique de la RCA, mais impacte également les populations qui dépendent des revenus générés par cette industrie, tout en favorisant la fraude et la contrebande.

Le processus de certification de Kimberley a été établi en décembre 2002, et la République centrafricaine a immédiatement adhéré à cette initiative. En 2003, suite à une rupture de l'ordre constitutionnel, le système de contrôle du processus de Kimberley a été mis en place. Malheureusement, cette même année, la RCA a été suspendue du processus. Cependant, cette sanction n'a pas duré longtemps, et le pays

a été réintégré quelques mois plus tard.

Dix ans plus tard, le 23 mai 2013, à la suite de la prise de pouvoir par la coalition Seleka, le diamant brut centrafricain a à nouveau été suspendu sur le marché international. Ce n'est que le 17 juillet 2015 que cette suspension a été partiellement levée grâce à une décision administrative du processus de Kimberley, précisant les conditions pour la reprise des exportations. Ce cadre opérationnel a été amendé en novembre 2019 lors de la plénière du processus de Kimberley à New Delhi, permettant ainsi la validation de huit zones de l'Ouest comme conformes au processus.

Ces zones comprennent les sous-préfectures de Berberati, Gadzi, Carnot, Nola, Boda, Boganda, Boganangone et Mbaïki, parmi les 24 principales régions de production diamantifère du pays. En mai 2024, lors de l'intersession du processus de Kimberley à Dubaï, il a été décidé d'envoyer une mission d'examen en RCA du 9 au 15 septembre 2024.

Le processus de Kimberley représente une initiative des Nations Unies visant à combattre les « diamants de sang », qui sont directement liés au financement des conflits armés, aux activités des mouvements rebelles et au trafic illicite d'armes. Selon la Charte des Nations Unies, chaque pays doit pouvoir bénéficier de ses ressources naturelles pour le bien-être de sa population.

Karl Ngrebada

PARTENARIAT ENTRE NOIP ET AMD

Un tournant pour l'exportation de manganèse et l'économie du Gabon

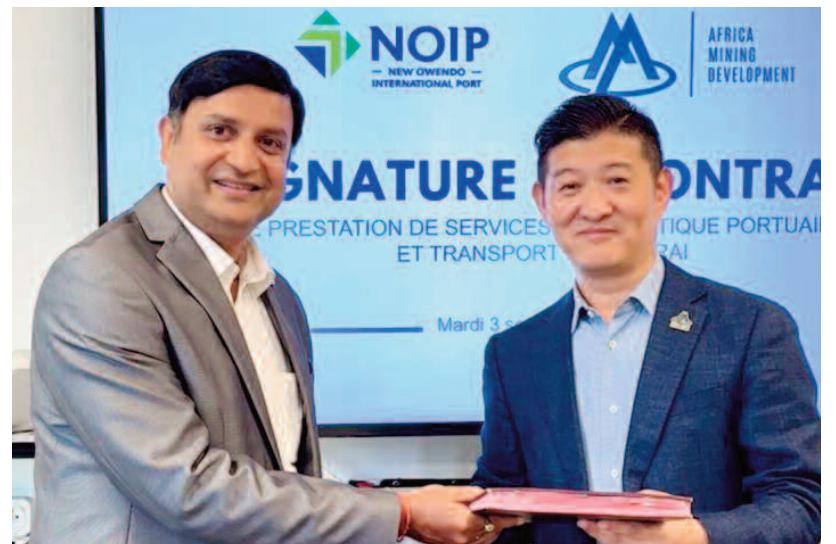
Le New Owendo International Port (NOIP) et Africa Mining Development (AMD) ont récemment signé un contrat stratégique qui marque une avancée significative dans le secteur minier gabonais.

Ce partenariat positionne NOIP comme un acteur clé de la logistique portuaire, tout en renforçant l'attractivité économique du Gabon sur la scène internationale.

Depuis son installation au Gabon en 2021, AMD s'est rapidement imposé comme un nouvel acteur prometteur dans l'industrie minière, avec un objectif clair : développer la filière manganèse. Ce métal, essentiel pour la production d'acier et d'autres alliages, est une ressource stratégique pour l'économie gabonaise. En réponse à cette demande croissante, NOIP a décidé de mettre à disposition son infrastructure moderne et polyvalente pour accompagner AMD dans ses ambitions d'exportation.

« Nous sommes fiers de pouvoir entamer ce voyage aux côtés de NOIP, dont je salue le professionnalisme », a déclaré TANG-LAMBOLEZ Ming Hai, Directeur Général de AMD. Ce partenariat illustre la volonté des deux entreprises de travailler ensemble pour optimiser les processus logistiques et répondre efficacement aux besoins du marché.

En tant que premier port multi-cargo du Gabon, NOIP joue un rôle crucial dans la dynamisation de l'économie nationale. Avec ses infrastructures modernes et sa flotte de camions, le port est capable de gérer des volumes importants de marchandises, qu'elles soient liquides, solides ou gazeuses. La collaboration avec AMD permet de consolider cette expertise, notamment dans le traitement et l'exportation de manganèse.



Accord parfait entre les deux parties

Parakram GUPTA, Directeur Général de NOIP, a souligné l'importance de ce projet : « En collaborant avec Africa Mining Development, nous contribuerons à accroître le volume national de manganèse exporté et à renforcer l'attractivité du Gabon sur la scène internationale. » Cette alliance stratégique pourrait également attirer d'autres investisseurs étrangers, désireux de s'implanter dans un environnement logistique optimisé.

Ce partenariat ne se limite pas à l'exportation de manganèse. Il représente également une opportunité de création d'emplois locaux et de développement de compétences dans le secteur minier et logistique. En renforçant les capacités de traitement et d'exportation, NOIP et AMD participent à la croissance d'une filière qui pourrait devenir un pilier de l'économie gabonaise.

Situé dans la zone portuaire d'Owendo, le New Owendo International Port est une infrastructure portuaire moderne, filiale du groupe Arise Ports & Logistics. Inauguré en

2017, NOIP est conçu pour assurer l'intégralité de la chaîne logistique pour une variété de cargaisons, grâce à des équipements de pointe et à une flotte logistique performante. Avec des actionnaires tels qu'Arise Ports & Logistics, Stoa Energy et l'État gabonais, NOIP s'affirme comme une passerelle stratégique pour les opérateurs économiques du Gabon et de la sous-région.

La signature de ce contrat entre NOIP et AMD est une étape clé pour le secteur minier gabonais, renforçant la position du pays sur le marché international du manganèse. En alliant les forces de deux acteurs majeurs, cette collaboration promet de dynamiser l'économie locale tout en offrant des solutions logistiques efficaces et adaptées aux besoins du marché. Le Gabon se positionne ainsi comme un hub stratégique pour l'exportation de ressources minérales, attirant l'attention des investisseurs et des acteurs économiques régionaux et internationaux.

Yveline M. Douala

EXTRÊME-NORD- CAMEROUN

L'impuissance des autorités face aux inondations

Yagoua, chef-lieu du département du Mayo-Danay paie le lourd tribut. Le principal pont reliant plusieurs quartiers de la ville a cédé le 12 septembre perturbant les mouvements des personnes et des biens. Les pouvoirs publics, accusent les populations du désordre urbain traduit par l'occupation anarchique des lits des cours d'eau.

L'Extrême-Nord a les pieds dans l'eau. Depuis bientôt un mois, la vie dans cette partie du Cameroun est paralysée en raison des inondations causées par les pluies. Selon le bilan que dresse Atanga Nji, ministre de l'Administration territoriale au 13 septembre, on compte 11 décès, environ 950 familles déplacées soit 4350 hommes, femmes et enfants et environ 53 sites de recasement, plus de 100 000 hectares de cultures détruits, 185 écoles primaires et 13 lycées inondés. Selon les autorités locales, cette situation pourrait accentuer l'insécurité alimentaire dans la région.

D'après le préfet du département du Mayo-Danay

Tous les 11 arrondissements de son territoire de commandement sont touchés par les inondations. Les localités de Kalfou et Datchéka qui n'étaient pas affectées par le passé, s'en trouvent déjà mêlées. Pis, la ville de Yagoua, chef-lieu du département du Mayo-Danay paie les frais de la fureur des eaux. Le 12 septembre dernier, le pont reliant plusieurs quartiers de la ville a cédé.

Face à l'ampleur du phénomène, le président de la République a ordonné, indique Paul Atanga Nji, le déblocage de 350 millions de FCFA. Ces fonds sont destinés à l'achat du matériel de couchage, des denrées alimentaires et kits sanitaires. D'ailleurs une délégation de membres du gouvernement a séjourné dans la région du 13 au 15 septembre à l'effet d'évaluer les dégâts et prendre des mesures urgentes. A quoi serviront ces me-



sures au regard des projets déjà annoncés sans suite ?

Une chose est certaine les pouvoirs publics peinent à trouver une solution pérenne qui puisse réduire l'ampleur des dégâts causés par les pluies diluviennes dans la région de l'Extrême-Nord chaque année ce, malgré de nombreux programmes réalisés jusqu'ici.

Projet Pulci achevé depuis 2020

L'on se souvient en l'occurrence que le Projet d'urgence de lutte contre les inondations (Pulci) lancé en 2014 et financé par la Banque mondiale à hauteur de 108 millions de dollars (environ 63,8 milliards de FCFA) a rendu sa copie en 2020. Pour le bailleur de fonds, le projet aura notamment permis de renforcer la résistance contre les inondations d'une digue de 70 km de long de la rivière Logone et 27 km du barrage de Maga ; de réaliser environ 30% des travaux supplémentaires des infrastructures d'irrigation en aval au profit de plus de 103 000 personnes. Ce qui a fait dire à cette institution de

Bretton Woods dans une publication sur son site internet le 10 novembre 2020 qu'en matière de gestion des inondations à l'Extrême-Nord, « les riverains n'ont plus peur des pluies diluviennes depuis que la digue du Logone et le barrage de Maga ont été réhabilités ».

Par ailleurs, des projets d'assainissement tels que la construction des drains principaux dans la ville de Maroua n'ont pas permis d'arrêter les foudres des eaux jusque-là. La seule assurance donnée par la ministre de l'Habitat et du développement urbain (Minhdu) est que « Ces efforts vont se poursuivre afin de résorber de façon durable ce phénomène d'inondations », écrit Célestine Ketcha Courtès dans un communiqué le 12 septembre 2024 sans décliner la méthode envisagée.

En attendant l'avenue d'une solution idoine, le membre du gouvernement pointe tout de même un doigt accusateur sur le désordre urbain traduite selon elle, par l'occupation anarchique des lits des cours d'eau

par des constructions et le remplissage des ouvrages d'assainissement par les ordures.

Si l'on peut déplorer que des directives ne soient très souvent rappelées qu'à la survenue des sinistres, la Minhdu invite néanmoins « les Maires à sensibiliser les populations sur les risques, à la stricte application des règles d'urbanisme, au renforcement des mesures de contrôle des constructions, conformément à la réglementation à la matière ».

La digue route de Kousseri en attente...

De l'avis de nombreux observateurs, la construction de la digue-route de Kousseri pourrait stopper le phénomène d'inondations dans la région. C'était certainement le but visé par le président de la République Paul Biya rendu à Guirvidig le 20 septembre 2012 après des fortes inondations ayant causé la mort d'une trentaine de personnes et fait des centaines de sinistres. « J'ai également prescrit des mesures à court et à moyen terme comportant notamment la construction d'une digue-route de 330 km, allant de Gobo jusqu'à Kousseri », annonçait-il dans son allocution. Exactement 12 ans après, ledit projet n'a pas vu le jour faute de financements. Les études de faisabilité réalisées à hauteur de 1 milliard de FCFA et finalisées en 2017, ont fait état d'un budget prévisionnel de 1 000 milliards de FCFA. Elles doivent cependant être actualisées d'après Ahadji Magra Massaou, coordonnateur du Programme de reconstruction et de développement de la région de l'Extrême-Nord (Psrden).

Il faut rappeler que la sortie de la ministre de l'Habitat et du Développement urbain survient après celle du Premier ministre, Joseph Dion Ngute, qui a exprimé son « affliction » face aux pertes humaines et aux dégâts matériels causés par cette catastrophe naturelle.

CB

IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE

Péril sur l'agriculture, l'élevage, les infrastructures...

Les inondations détruisent chaque année des milliers d'hectares de cultures, emportant avec elles les récoltes, notamment le riz, le maïs et le mil, des denrées essentielles pour la subsistance des habitants.

La montée des eaux à l'Extrême-Nord affecte gravement la population locale, majoritairement agricole, avec des conséquences socio-économiques profondes.

L'on note par exemple la destruction des moyens de subsistance. L'économie du Mayo-Danay en particulier repose essentiellement sur l'agriculture et l'élevage.

Les inondations détruisent chaque année des milliers d'hectares de cultures, emportant avec elles les récoltes, notamment le riz, le maïs et le mil, des denrées essentielles pour la subsistance des habitants. Cela entraîne une baisse drastique des rendements agricoles, privant les familles de nourriture et réduisant les revenus agricoles.

En parallèle, les éleveurs sont également affectés, car le bétail succombe aux maladies hydriques, et les pâturages deviennent impraticables. Ce double coup sur l'agriculture et l'élevage provoque une insécurité alimentaire croissante, obligeant de nom-



breuses familles à se tourner vers l'aide humanitaire. Ensuite, les inondations entraînent régulièrement le déplacement de milliers de personnes. Les maisons, souvent construites en matériaux précaires, ne résistent pas à la montée des eaux, forçant les habitants à se réfugier dans des abris temporaires ou chez des proches. Ces déplacements aggravent la pauvreté, car les ménages perdent leurs biens et leurs

moyens de subsistance. Les camps de déplacés sont souvent surpeuplés, avec un accès limité à l'eau potable, à l'assainissement et aux services de santé, augmentant ainsi les risques de maladies telles que le choléra et le paludisme.

Autre aspect, les inondations provoquent la destruction des routes, des ponts, des écoles et des centres de santé. Les infrastructures routières étant cruciales pour

l'acheminement des produits agricoles vers les marchés, leur dégradation isole encore plus les communautés. L'impossibilité de circuler affecte le commerce local, exacerbe la pauvreté et retarde l'intervention des secours.

Les écoles fermées pendant de longues périodes perturbent l'éducation des enfants, qui sont déjà vulnérables à l'abandon scolaire. De plus, les centres de santé souvent endommagés ou inaccessibles, limitent l'accès aux soins, aggravant les conditions de vie des populations.

Les inondations représentent un coût important pour l'État camerounais, qui doit allouer des ressources pour la reconstruction des infrastructures, la gestion des camps de déplacés et la distribution d'aide humanitaire. Ces dépenses pèsent sur le budget national, limitant les investissements dans d'autres secteurs prioritaires, tels que l'éducation, la santé ou le développement rural. Les pertes économiques dues à la réduction de la production agricole et à la perturbation des échanges commerciaux dans la région entraînent également un ralentissement de l'économie locale, accentuant la pauvreté et l'exode rural.

CB

COMPÉTITIVITÉ

Cameroun, mauvais élève en matière de rétention des talents

En 2023, le Cameroun a enregistré une croissance économique de 3,3 %, soutenue par des secteurs clés tels que l'agriculture industrielle et l'industrie agroalimentaire, malgré un contexte international difficile. C'est ce que révèle la cinquième édition du rapport annuel sur l'état de la compétitivité de l'économie camerounaise en 2023. Une publication du comité de compétitivité, service rattaché au ministère de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat). Le document de 72 pages subdivisé en trois parties fait un focus sur la compétitivité des talents qui demeure un enjeu majeur, le pays se classant au 118e rang mondial en la matière renseigne le document.

Face à des coûts de production élevés et à une dépendance crois-

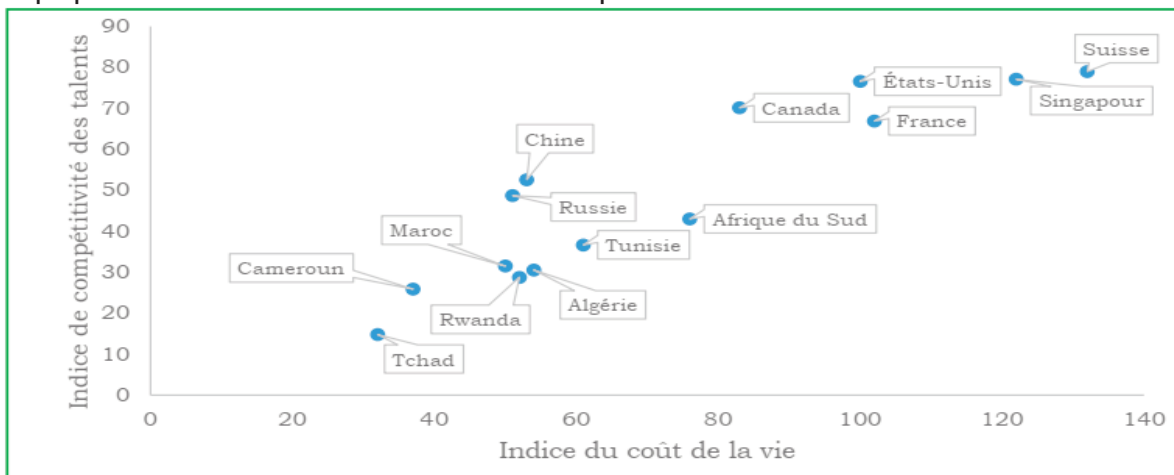
sante aux produits étrangers, des mesures urgentes sont requises pour améliorer la position du Cameroun sur le marché local et dans les chaînes de valeur mondiales.

Le rapport annuel sur l'état de la compétitivité souligne l'importance d'une stratégie nationale pour développer et retenir les talents, tout en proposant des solutions pour renforcer l'infrastructure économique et diversifier les mécanismes de financement du secteur privé. Il met également un accent sur les performances macroéconomiques de l'année 2023. Le journal "La Lettre de la Bourse" vous fait l'économie de quelques points évoqués.

Dossier réalisé par Emmanuel Um

Croissance stabilisée à 3,3% en 2023

Graphique : Relation entre l'indice du coût de la vie et la compétitivité des talents



Source : Comité de Compétitivité

"Pour retenir les talents locaux et attirer ceux non-résidents, les pays doivent mettre en œuvre des mesures qui réduisent le coût de la vie pour les citoyens."

La croissance économique du Cameroun a ralenti en 2023, atteignant 3,3 % contre 3,6 % en 2022. D'après le rapport annuel que vient de publier le comité de compétitivité, structure spécialisée du ministère de l'Economie, cette croissance est attribuable à la performance du secteur non-pétrolier soutenue par les branches " agriculture industrielle et d'exportation" (+5,7% après + 3,9% en 2022), " Industries agro-alimentaires" (+5,5% après 4,9%), "Autres industries manufacturières (5,2% contre + 1,2%) et" Production et distribution de l'électricité " (+4,7%, contre 1,2%). Néanmoins, des réformes budgétaires audacieuses sont jugées essentielles pour stimuler une croissance durable. Les perspectives à moyen terme dépendent de l'amélioration des infrastructures et d'une gestion financière plus rigoureuse.

Solde du compte courant au plus faible

Selon le ministère des Finances, le déficit de la balance courante a connu une augmentation de 3,4% du PIB en 2022, à 4,2% du PIB en 2023. Ce déficit est la résultante de l'aggravation de la balance des biens, de la réduction des soldes des échanges de services et des revenus primaires et d'une amélioration du solde des revenus secondaires. S'agissant des avoirs extérieurs nets, ils ont baissé de 13,1% en 2023 pour s'établir à 2792,1

milliards de FCFA. Les réserves de change, elles, représentent 4,1 mois d'importation pour les pays membres de la CEMAC, tandis que celles du Cameroun représentent 6,8 mois d'importation.

Compétitivité - Prix en augmentation de 7,4%

En 2023, apprend-on les prix à la consommation des ménages ont augmenté de 7,4% après 6,3% en 2022, tirés par les prix des produits alimentaires et les coûts de transport. Sur la période 2021-2023, l'in-

flation cumulée a atteint 16,7%, résultant de la flambée de prix en 2022 et 2023. L'augmentation du taux d'inflation est indicatrice d'une détérioration de la compétitivité-prix. Cette hausse est imputable sur le plan international, par la perturbation des chaînes d'approvisionnement et la fluctuation du FCFA par rapport au dollar. Sur le plan interne, celle-ci est tirée par la réduction des subventions sur les prix de carburants à la pompe et les défis sécuritaires dans certaines régions (bassins de production agricole). Comparé à la moyenne des zones géoéconomiques, ce taux d'inflation est supérieur à celui des autres pays membres de la CEMAC et de la Zone franc mais inférieur au taux d'inflation moyen des pays d'Afrique subsaharienne et des pays exportateurs de pétrole.

En 2022 et 2023, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a continué à resserrer sa politique monétaire afin de contenir les pressions inflationnistes. Toutes choses égales par ailleurs, ce constat est symptomatique d'une économie dont les performances productives s'améliorent lente-

ment. Par ailleurs, l'inflation est renchérie par les cours mondiaux des intrants nécessaires pour les industries et l'agriculture.

Aggravation de la dette extérieure

Dans le rapport, le solde primaire renseigne par exemple sur la capacité d'un pays à faire face à ses engagements sans recourir aux ressources extérieures. Il est passé d'un déficit de 0,2% du PIB en 2022 à un excédent de 0,5% du PIB en 2023. Le déficit du solde budgétaire global s'est légèrement aggravé, passant de 0,4% du PIB en 2022 à 0,6% en 2023. Et permet aussi de mesurer la capacité de l'Etat à intervenir dans l'économie et soutenir ses stratégies d'équipement sur le long terme (améliorant ainsi l'attractivité et réduisant les coûts des facteurs de production ou de transaction).

Quant à la dette extérieure, à fin décembre 2023, le ratio de la dette publique était de 41,9% du PIB contre 45,3% en 2022, selon les données du FMI. Elle résulte de la réduction continue du déficit budgétaire, financé par une bonne mobilisation des recettes budgétaires internes. Par ailleurs, l'amélioration continue des recettes budgétaires constitue un indicateur de performance pour la consolidation de la résilience de l'économie face aux chocs exogènes. Toutefois, le ratio du service de la dette publique sur les exportations s'est aggravé de 39,4% en 2022 à 55,6% en 2023.

Tableau : Evolution du PIB réel de 2020 à 2023 (en %)

	2020	2021	2022	2023
Cameroun	0,5	3,6	3,6	3,3
CEMAC	-1,5	1,8	3,1	2,7
Pays membres de la zone Franc	0,3	4,5	4,8	4,2
Afrique subsaharienne	-1,6	4,7	4,0	3,4
Pays exportateurs de pétrole	-2,3	3,1	3,2	2,5

Source : FMI

"La performance du Cameroun est en deçà de la moyenne des pays membres de la zone Franc. Par contre, elle est meilleure que la moyenne des pays exportateurs de pétrole. Depuis 2020, le Cameroun est le pays de la CEMAC le moins dépendant du pétrole (qui ne représente que 17,6% des recettes budgétaires internes en 2023) qui a enregistré le taux de croissance le plus élevé."

Investissements tournés vers l'infrastructure, commerce et production

Sur un montant d'investissement projeté à 1359,2 milliards FCFA en 2023, le Cameroun a consacré 965 milliards de FCFA à la construction des infrastructures (965 milliards), à la production et au commerce (106,5 milliards), et à l'administration générale et financière (93,5 milliards).

La situation globale affiche un taux d'exécution physique des projets de 63,5% et un taux d'engagement financier de 72,3%. La contre-performance de l'exécution du BIP observée entre 2022 et 2023 est principalement liée au faible niveau d'exécution des projets à financement conjoint. En effet, l'exécution des projets qui relèvent du financement extérieur, fait observer un taux de décaissement de 56,2% en 2023 contre 98,7% en 2022. Le taux de réalisation physique est passé de 76,0% en 2022 à 55,9 % en 2023. Cette situation se justifie par l'achèvement des projets CAN et des grands projets de première génération. En outre, la plupart des projets programmés en 2023 sont dans la phase de démarrage.

Toutefois, l'exécution du BIP sur ressources internes et à gestion déconcentrée affiche un taux de réalisation physique de 73,7% en 2023 contre 72,9% en 2022. L'exécution du BIP sur crédits délégués aux services déconcentrés de l'Etat et ressources transférées aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) quant à elle présente un taux de réalisation physique des projets de 82,5% en 2023 contre 73,5 % en 2022.

En 2023, le Cameroun a alloué environ 1 422,9 milliards de FCFA en autorisations d'engagement (AE) et 1 386,8 milliards de FCFA en crédits de paiement (CP) pour son budget d'investissement public (BIP). Cela représente environ 22,1 % du budget national, mais marque une baisse de 2,3 % par rapport à l'année précédente. Cette diminution s'explique en partie par la reclassement de certains projets financés par des sources extérieures, désormais classés comme dépenses courantes.

Grosso modo, l'exécution du budget d'investissement public au titre de l'exercice 2023 a été influencée par un contexte économique national et international marqué par le renchérissement des coûts des matériaux locaux et des produits importés. A cette hausse généralisée des prix, s'ajoutent des contraintes liées à la contractualisation des projets.

Le dynamisme des investissements privés se traduit par

Tableau : Taux d'inflation du Cameroun et de quelques zones géoéconomiques (en %)

Pays ou zone économique	2020	2021	2022	2023
Cameroun	2,5	2,3	6,3	7,2*
CEMAC	2,9	1,2	5,6	5,1
Pays membres de la zone Franc	2,5	2,7	6,5	4,2
Afrique subsaharienne	10,2	11,0	14,5	16,2
Pays exportateurs de pétrole	12,9	15,7	17,1	20,1

Source : FMI, Perspectives Economiques Régionales : Afrique Subsaharienne, avril 2024

*Dernier chiffre de l'INS est de 7,4%

"Toutes choses égales par ailleurs, ce constat est symptomatique d'une économie dont les performances productives s'améliorent lentement. Par ailleurs, l'inflation est renchérie par les cours mondiaux des intrants nécessaires pour les industries et l'agriculture."

la forte mobilisation des investissements dans les bâtiments et travaux publics ainsi que la hausse de la demande des produits issus de la fabrication de machines et des meubles.

448,6 milliards FCA d'investissements di-

rects étrangers (IDE)

Entre 2022 et 2023, le Cameroun a enregistré une diminution de 23,4 % du flux net d'IDE passant de 585,4 milliards de FCFA à 448,6 milliards de FCFA. Selon le World Investment Report de la CNUCED 2023, le stock d'IDE au Cameroun a aug-

menté de 12,3 % par rapport à 2022 pour se situer à 7 283 millions de dollars en 2023. La performance du Cameroun en matière d'IDE est inférieure comparée à celle de l'Angola (12 177 millions de dollars) et du Gabon (17 742 millions de dollars).

En ce qui concerne l'effica-

cité de l'investissement, la dernière évaluation de la gestion des investissements publics (EGIP) révèle que le déficit d'efficacité se chiffre à 60 %, contre 40 % pour les pays d'Afrique subsaharienne. Le modèle Dette, Investissement et Croissance (DIG) a mis en lumière les résultats macroéconomiques positifs liés au rehaussement de l'efficacité de l'investissement public. Une augmentation du PIB entraîne les financements favorables, la consommation privée et les investissements dans le long terme. Cette dynamique renforce la nécessité d'accorder la priorité aux investissements à rendement élevé.



Adresse

B.P. 430,
Malabo -
Guinée Equatoriale

Contacts

Téléphone fixe: 00240 333 099686
Email: info@bangervalores.com
Site web: www.bangervalores.com

PRODUITS AGRICOLES

La stratégie du Cameroun pour conquérir le marché chinois

Pour renforcer la présence des produits agricoles camerounais en Chine, le gouvernement vient de nouer un partenariat avec le Centre international d'exposition et de commerce des produits agricoles de l'Organisation de coopération de Shanghai.

Résolu à diversifier ses exportations, le Cameroun continue de renforcer sa présence sur le marché international et à faire la promotion des produits « Made in Cameroun ». C'est dans ce cadre qu'il a mis sur pied le programme intitulé « De la ferme camerounaise à la table chinoise ». Celui-ci vise à positionner les produits du terroir sur le marché chinois.

Relativement à cela, Luc Magloire Mbarga Atangana est allé s'enquérir de la situation commerciale de la Chine. Le ministre du Commerce du Cameroun (Mincommerce) a effectué une visite au Centre international d'exposition et de commerce situé dans la ville portuaire chinoise de Qingdao. Après l'avoir scruté de fond en comble, le Mincommerce, au nom du gouvernement camerounais, a trouvé bon de faire du hub pour le commerce agricole en Asie un partenaire clé. Annoncée le 9 septembre dernier, la collaboration vise à introduire les produits agricoles camerounais sur un marché chinois en pleine expansion. Pour Luc Magloire



Le Mincommerce à la conquête du marché chinois

Mbarga Atangana, c'est « une opportunité exceptionnelle pour nos agriculteurs de conquérir le vaste marché chinois ».

Deux épices

Dans le cadre de ce partenariat, deux premiers produits ont été retenus. Il s'agit du poivre et du piment. Réputés pour leur saveur unique, « ces épices incarnent la richesse et la diversité de notre terroir », estime Luc Magloire Mbarga

Atangana. Ce qui, ajoute le Mincommerce, ouvre des perspectives d'à venir aux producteurs de ce secteur. Ce d'autant plus que, apprend-on, ce partenariat va bien au-delà de simples exportations. Il a pour objectif de créer une chaîne de valeur complète, de la ferme camerounaise à la table du consommateur chinois, en passant par les étapes de transformation et de commercialisation.

En toile de fond de ce partenariat, il est

question que plusieurs autres produits camerounais soient exportés vers la Chine. Parmi eux, il y a par exemple le café, le cacao, et la banane, fait savoir Luc Magloire Mbarga Atangana. Effectivement, la Chine est l'un des principaux partenaires du continent africain. Les échanges entre le Cameroun et l'empire du milieu sont importants. Selon l'institut national de la Statistique, les exportations de ce pays d'Afrique centrale vers la Chine se chiffrent à 936,1 mille tonnes de marchandises représentant une valeur estimée à 231,9 milliards de FCFA, soit une augmentation en valeur de 33,9 % par rapport à 2022.

Ce partenariat va ainsi permettre de diversifier les échanges avec la Chine. Puisque, les exportations vers ce pays sont à 97,3% constituées des produits du secteur primaire et se constituent principalement du pétrole brut et du gaz naturel liquéfié. Lesquels produits représentent respectivement 57,8 % et 10,5 % de la valeur totale des exportations en 2023. Dans le même ordre, les produits forestiers occupent une place non-négligeable. Le bois d'Okan ou d'Adoum brut non équarri (6,4 %), le bois de Sapelli scié/désossé longitudinalement (3,7 %) et le bois de Tali brut non équarri (2,2 %), ainsi que le coton de qualité Allen non cardé ni peigné (3,1 %), sont également de la partie.

Ndoman Kounour Christine

CAMEROUN / CROISSANCE MODÉRÉE ET DÉFIS STRUCTURELS

Nécessité de diversifier l'économie pour relancer la croissance

Le Cameroun, selon le rapport de l'Institut National de la Statistique (INS) pour 2023, connaît un ralentissement de la croissance de son chiffre d'affaires global, avec une augmentation modeste de 0,9%, contre une hausse impressionnante de 20% en 2022.

Ce ralentissement est en partie dû à la chute des performances du secteur secondaire, notamment dans l'extraction des hydrocarbures. Toutefois, le secteur tertiaire, en particulier les services financiers, le transport, les télécommunications, et le commerce, a réussi à maintenir une dynamique positive, contribuant à 3% de la croissance.

La baisse de la production des hydrocarbures, conjuguée à une chute des prix du pétrole (Brent), a entraîné une contraction du chiffre d'affaires du secteur secondaire de -2,3%. Cette baisse affecte non seulement l'économie locale mais aussi les recettes d'exportation du Cameroun, puisque le pétrole représente une part importante de celles-ci.

Le secteur primaire, malgré la présence de branches telles que l'agriculture et l'élevage, ne contribue que faiblement (+0,1%) à la croissance du chiffre d'affaires global des entreprises.

La stagnation de la valeur ajoutée globale à +0,1% en 2023, contre 14,8% en 2022, est un indicateur de



la faiblesse de la création de richesse au sein des entreprises modernes.

Pour améliorer la situation économique du Cameroun, une stratégie centrée sur la promotion de l'industrialisation locale et la diversification des secteurs productifs serait cruciale.

Le Cameroun possède une richesse en ressources naturelles, notamment dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, et les hydrocarbures. Cependant, le pays exporte principalement ces ressources à l'état brut, ce qui

réduit la valeur ajoutée. La transformation locale des produits agricoles (comme le cacao ou le café), ainsi que le développement d'industries de traitement des hydrocarbures, pourraient stimuler le secteur secondaire. Cela limiterait la dépendance aux fluctuations des marchés mondiaux, comme celles qui ont affecté le Brent en 2023.

Le secteur tertiaire, notamment les télécommunications et les services financiers, a montré une résilience et

un potentiel de croissance. Encourager l'investissement dans les infrastructures numériques et l'innovation technologique pourrait permettre au Cameroun de renforcer ces secteurs. Par ailleurs, améliorer les infrastructures de transport et de stockage faciliterait non seulement le commerce domestique mais aussi les échanges internationaux, stimulant ainsi l'ensemble de l'économie.

La forte dépendance du Cameroun vis-à-vis du secteur des hydrocarbures rend son économie vulnérable aux chocs externes. En diversifiant l'économie, notamment en encourageant le développement de l'industrie manufacturière, des énergies renouvelables, et du tourisme, le Cameroun pourrait réduire cette dépendance. L'agriculture et l'élevage, bien qu'étant des contributeurs modestes au chiffre d'affaires des entreprises modernes, ont un potentiel immense si des chaînes de valeur efficaces sont mises en place, en se basant sur les modèles de coopération régionale et d'intégration dans les marchés internationaux.

La situation économique du Cameroun, bien que dynamique dans le secteur tertiaire, demeure fragile en raison de la dépendance au secteur des hydrocarbures et du manque de transformation locale des ressources primaires. Pour remédier à cette situation, une approche intégrée, incluant la transformation des ressources na-

turelles, l'investissement dans l'innovation technologique, et la diversification des secteurs économiques, offrirait des perspectives de croissance plus soutenues et résilientes pour l'avenir.

Yveline M. Douala



BGFIBANK, UN PAS VERS L'EXCELLENCE ET LE LEADERSHIP

41 Cadres certifiés par HEC Paris

Le samedi 7 septembre, le Groupe BGFIBank a marqué une étape importante dans son engagement envers le développement de ses talents en célébrant la remise de certificats HEC Paris à 41 membres de son Comité de Direction (CODIR).

Cette cérémonie, présidée par Henri-Claude Oyima, Président du Groupe, s'est tenue en présence des dirigeants des différentes entités de BGFIBank, soulignant l'importance de la formation continue dans la quête d'excellence.

Le programme, intitulé « Certificat Executive CODIR BGFIBank », s'inscrit dans le cadre de « Dynamique 2025 », un projet ambitieux de l'entreprise qui repose sur cinq piliers : bonne gouvernance, développement du capital humain, gestion des ressources, maîtrise des risques et développement du Groupe. Pour Oyima, la performance de BGFIBank repose avant tout sur l'excellence de son capital humain. "Ce programme de formation offre à



Photo de famille

nos cadres une opportunité unique de progression professionnelle et de renforcement des compétences," a-t-il déclaré, affirmant l'engagement du Groupe à devenir un leader financier sur la scène internationale.

Le parcours de formation, qui s'est étendu sur 18 mois, a inclus plusieurs sessions organisées à Libreville et à Brazzaville. Les participants ont eu l'occasion de réfléchir sur leurs responsabilités en matière de management, de leadership et de gouvernance, les préparant à jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de

la vision et de la stratégie du groupe.

Armelle Dufour, Directrice des programmes stratégiques internationaux d'HEC Paris, a précisé que les thèmes abordés étaient co-construits avec l'appui de la BGFI Business School. Cette approche, axée sur le transfert de compétences, vise à soutenir le développement du continent africain et à renforcer son système financier. Parmi les sujets traités, figuraient le pilotage de la performance, l'éthique, l'intelligence artificielle, la stratégie, la finance et l'art oratoire.

La validation des acquis s'est achevée par la présentation de mémoires devant un jury, présidé par Christophe Schmaltz, Directeur académique du programme, en présence d'Henri-Claude Oyima. Cette initiative s'inscrit dans un partenariat cultivé depuis 2022 entre BGFIBank et HEC Paris, visant à renforcer les compétences des dirigeants et à répondre aux défis spécifiques de la région en intégrant les meilleures pratiques mondiales.

Ce moment mémorable pour le Groupe BGFIBank n'est pas seulement une reconnaissance des efforts de formation de ses cadres, mais aussi un témoignage de son ambition de se positionner comme un acteur bancaire de référence en Afrique centrale, capable de contribuer de manière significative à l'essor économique du continent. En investissant dans le capital humain, BGFIBank pave la voie vers un avenir prometteur et une compétitivité accrue sur la scène internationale.

Bougna Etroukan Z. R.

BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN

Renouvellement de mandat pour Eric Valery Zoa

La Banque Atlantique Cameroun, filiale du groupe Atlantic Financial Group (AFG), vient d'annoncer la reconduction d'Eric Valery Zoa au poste de Directeur général pour un nouveau mandat de trois ans, jusqu'en 2027.

Cette décision, publiée dans une annonce légale le 9 septembre 2025 dans le quotidien Cameroun Tribune, réaffirme la confiance du Conseil d'administration dans la capacité de M. Zoa à piloter la banque à travers une période de transformation et de compétitivité accrue sur le marché camerounais.

Eric Valery Zoa, âgé de 53 ans, est un professionnel aguerri dans le secteur bancaire, ayant intégré Banque Atlantique en 2001 après l'obtention d'une Maîtrise en Sciences de Technique de Gestion, option Finances. Fort de ses 23 années d'expérience au sein de l'institution, M. Zoa a gravi les échelons, occupant notamment le poste de directeur général adjoint à partir d'avril 2014, avant d'être nommé Directeur général en mars 2020, succédant à l'Ivo-



rien Olivier William Bene Sammarie.

Son parcours témoigne d'une connaissance approfondie des dynamiques internes de la banque, ainsi que d'une compréhension aigüe des défis et opportunités du marché financier camerounais. Cela lui a permis de mener des initiatives stratégiques visant à renforcer la compétitivité de la Banque Atlantique face à une concurrence croissante.

Depuis sa prise de fonction, Eric Valery Zoa a mis en œuvre des réformes significatives pour maintenir et accroître la compétitivité de la banque. En mai 2024, Banque Atlantique Cameroun a annoncé une augmentation de son capital, passant de 23,98 mil-

liards à 28,8 milliards de FCFA, traduisant ainsi une volonté de solidifier sa situation financière et d'augmenter ses capacités de financement.

Les résultats financiers témoignent d'un dynamisme certain. À la fin de l'année 2023, Banque Atlantique avait enregistré un encours total de dépôts de 723,6 milliards de FCFA, tandis que l'encours de crédits a connu une progression significative, passant de 322 milliards en 2022 à 433 milliards en 2023. Cette croissance témoigne d'une stratégie efficace de mobilisation des ressources et d'expansion du portefeuille de crédit, essentielle pour soutenir les activités commerciales et les projets d'investissement des clients.

La reconduction d'Eric Valery Zoa incarne une continuité dans le leadership et une opportunité de poursuivre les projets stratégiques initiés pour renforcer la position de Banque Atlantique Cameroun sur le marché. Parmi les objectifs clés pour le nouveau mandat, M. Zoa devra explorer de nouvelles avenues de croissance, peut-être en

diversifiant les produits et services offerts, tout en veillant à améliorer encore l'expérience client.

La dynamique actuelle du marché bancaire au Cameroun, combinée aux efforts soutenus de Banque Atlantique pour optimiser son offre de services et sa solidité financière, pourrait positionner la banque comme un acteur incontournable dans le secteur financier régional.

Le renouvellement du mandat d'Eric Valery Zoa à la tête de Banque Atlantique Cameroun est un signe fort de la vision à long terme du Conseil d'administration et de l'engagement à maintenir la compétitivité de la banque. Dans un contexte économique en constante évolution, le leadership expérimenté de M. Zoa sera essentiel pour naviguer à travers les défis à venir et pour saisir les opportunités qui se présenteront sur le marché camerounais. La Banque Atlantique pourrait ainsi non seulement consolider sa position, mais aussi jouer un rôle moteur dans le développement économique du pays.

Dagoro Etroukan

CAMEROUN / ASSURANCE

Laya Sidibe à la tête de SanlamAllianz Vie, face à des défis décisifs



La nomination de Laya Sidibe en tant que Directrice générale de SanlamAllianz Vie Cameroun a été officialisée le 9 septembre 2024.

Annoncée par Afifi Mohamed, Regional Executive de SanlamAllianz, cette nomination marque une étape importante pour cette professionnelle aguerrie, forte de plus de 30 ans d'expérience dans le domaine de la bancassurance. Elle succède à un autre chapitre de leadership dans une entreprise qui se positionne comme le leader incontesté du marché de l'assurance vie au Cameroun.

Avant de prendre les rênes de SanlamAllianz Vie Cameroun, Laya Sidibe a dirigé avec succès les opérations de bancassurance et les affaires corporatives chez Sanlam Vie Mali. Son expertise sera un atout précieux alors qu'elle se prépare à relever plusieurs défis dans un environnement concurrentiel en constante évolution. Sous réserve de l'approbation des autorités compétentes, sa mission consistera à mettre en œuvre les stratégies définies par le Conseil d'administration de l'entreprise.

Avec une part de marché de plus de 32 %, SanlamAllianz Cameroun est actuellement le leader du segment vie sur le marché local. Sidibe devra travailler à consolider cette position tout en explorant de nouvelles opportunités de croissance.

Les besoins des consommateurs camerounais en matière d'assurance évoluent rapidement. La création de nouveaux produits d'assurance adaptés aux réalités locales, notamment en matière de santé, d'épargne, et d'investissements, sera essentielle pour capter de nouvelles clientèles.

Dans un environnement économique volatile, la gestion des risques deviendra un enjeu central. Sidibe devra développer des stratégies solides pour minimiser les incidents et optimiser les performances des portefeuilles clients.

Dans le cadre de la modernisation de l'industrie de l'assurance, il est crucial d'intégrer des solutions digitales pour améliorer l'accès aux services, faciliter les réclamations et optimiser l'expérience client.

Fidéliser la clientèle actuelle tout en attirant de nouveaux clients nécessitera un engagement renforcé et des initiatives proactives en matière de service client.

Avec la création de la joint-venture SanlamAllianz, la stratégie d'expansion à travers 27 pays africains ouvre de nouvelles perspectives. Sidibe devra explorer comment capitaliser sur cette synergie, en intégrant les meilleures pratiques des différents marchés africains.

Sous la direction de Laya Sidibe, SanlamAllianz Vie Cameroun a l'opportunité de se réinventer face aux défis du marché. En alliant son expérience à une vision novatrice, elle pourrait mener l'entreprise vers une nouvelle ère de prospérité et d'engagement envers les consommateurs. La mise en œuvre de politiques proactives et centrées sur le client contribuera également à bâtir une image de marque forte et à renforcer la confiance des assurés.

La nomination de Laya Sidibe représente non seulement un changement de direction pour SanlamAllianz Vie Cameroun, mais aussi une occasion unique de transformer des défis en opportunités. Le succès de cette entreprise dépendra d'une stratégie agile, adaptée aux besoins divers et croissants des consommateurs camerounais, tout en s'inscrivant dans une dynamique régionale prometteuse.

Yveline M. Douala

LOGISTIQUE

Kribi accueille le premier navire sur le quai en construction

Cette étape que franchit le Port autonome témoigne de la montée en puissance de l'infrastructure portuaire.

Le 12 septembre 2024, le Port Autonome de Kribi a annoncé l'accostage du tout premier navire sur le quai de la phase 2, actuellement en construction. « Une nouvelle étape historique franchie », se félicite le PAK dans ses couloirs.

Financée à environ 392 milliards de FCFA, la phase 2 du Port de Kribi devrait notamment permettre au PAK, entreprise qui gère la plateforme portuaire éponyme, d'accroître ses capacités et performances opérationnelles des terminaux portuaires. L'acquisition des portiques de parcs RTG par le Port Autonome de Kribi (PAK), prévue pour octobre prochain, devrait considérablement améliorer l'efficacité des opérations de manutention des conteneurs.

Dans un document parvenu à notre rédaction, l'entreprise dirigée par Patrice Melom indique que « Cette pre-



Accostage d'un nouveau navire sur le quai de la phase 2 au PAK, le 12 septembre dernier.

mière escale, qui témoigne de la montée en puissance du Port de Kribi, permet non seulement de tester la solidité du futur linéaire de quai de 715 m destiné aux opérations conteneurisées, mais aussi de recevoir le premier jet de portiques notamment les 5 portiques de quai STS prévus, et 2 des portiques de parcs RTG dont le plus gros volume est annoncé pour le mois d'octobre 2024 ».

Transportés par l'armateur SOCO-PAO, les équipements de levée arrivés au Port de Kribi constituent les équipements de manutention propres à son activité portuaire. Alors que les

portiques de quai déchargent et chargent les navires, les portiques de parcs classent les conteneurs dans le parc, chargent et déchargent les camions dans le parc à conteneurs.

Au Port Autonome de Kribi, on salue ces équipements qui viendront renforcer l'efficacité du port. « C'est assez simple. Un portique de quai (STS) effectue en moyenne 21 mouvements heure. Vous pourrez juste multiplier cela par 7 (dont 5 nouveaux ajoutés aux deux déjà opérationnels sur la phase 1). Les 5 reçus aujourd'hui effectuent environ 21 mouvements /h en moyenne avec la capacité de le-

vage simultanée de deux conteneurs 20 pieds, tandis que les précédents avaient une moyenne de 18 mouvements/h », souligne-t-on.

Notons que l'opération d'accostage du 12 septembre dernier prépare des lendemains historiques, tant pour la réception du reste des RTG en octobre, que pour l'achèvement complet des travaux de construction. De l'avis du Directeur Général, Patrice Melom, la construction d'un nouveau terminal à conteneurs sur 715 mètres de linéaire de quai (superficie totale de 41,3 hectares), « va faire entrer le port de Kribi dans une dimension supérieure et affirmer sa vocation de hub ».

Management

Fondé à -16 mètres, le nouveau terminal à conteneurs en construction aura une capacité de stockage comprise entre 800 000 EVP/an et 1 000 000 EVP/an. Si ce projet a pris forme avec autant de succès, c'est en grande partie grâce au management visionnaire du Directeur Général du Port

Autonome de Kribi. Homme de terrain, il veille personnellement à l'avancement des travaux en effectuant des descentes mensuelles sur site, s'assurant que chaque détail est pris en compte. Son approche proactive et méticuleuse a permis d'établir une relation de confiance solide avec China Harbour Engineering Company (CHEC), l'entreprise chinoise en charge de la construction, qui travaille en étroite collaboration avec les équipes du PAK.

Par ailleurs, sous sa direction, la coopération avec les acteurs de la place portuaire s'intensifie, notamment en vue de l'exploitation du futur terminal à conteneurs par Kribi Conteneurs Terminal (KCT). Cette synergie entre les différents partenaires et opérateurs permet de préparer l'infrastructure à devenir une plateforme logistique de référence, répondant aux besoins croissants des opérateurs maritimes tout en renforçant la compétitivité du port de Kribi.

CB

MTN CAMEROUN ET LE DÉFI DE LA 5G

Entre attentes réglementaires et opportunités économiques

Le déploiement de la 5G en Afrique, et particulièrement au Cameroun, soulève des enjeux stratégiques, économiques et réglementaires.

Malgré des prévisions optimistes comme celles d'Ericsson qui anticipe 180 millions d'abonnements 5G en Afrique subsaharienne d'ici 2029, le Cameroun est encore freiné par l'absence de réglementation. La directrice de MTN Cameroun, Mitwa Ng'ambi, souligne que la mise en œuvre de la 5G dans le pays est conditionnée à l'approbation des autorités. Ce retard laisse en suspens de nombreuses opportunités pour l'économie camerounaise, mais soulève également des questions sur l'état actuel des réseaux mobiles dans le pays.

L'essor de la 5G promet de transformer de nombreux secteurs en Afrique, notamment l'éducation, la santé, l'agriculture et le divertissement. Selon la GSMA, la 5G offre des attributs uniques tels que la faible latence et la capacité de gérer un grand nombre de dispositifs, ce qui pourrait générer des solutions innovantes dans ces secteurs. Les micros, petites et moyennes entreprises (MPME), qui constituent plus de 80 % de l'emploi en Afrique, bénéficieraient particulièrement de cette transfor-



mation numérique. Pour le Cameroun, ces bénéfices sont d'autant plus importants que ces secteurs sont cruciaux pour le développement socio-économique du pays.

Le retard dans le lancement de la 5G au Cameroun est en grande partie lié à l'absence de cadres réglementaires adaptés. Comme l'a mentionné Mitwa Ng'ambi, MTN Cameroun attend toujours un signal clair du gouvernement pour pouvoir déployer cette technologie. Cependant, la question de savoir si le gouvernement donnera son feu vert est délicate. La qualité du service actuel sur les réseaux 2G, 3G et 4G est loin d'être optimale, comme le souligne l'Agence de régulation des télécommunications (ART). En

novembre, celle-ci a critiqué les opérateurs pour la couverture incomplète du territoire et les insuffisances dans la performance des réseaux.

Le déploiement de la 5G pourrait également accentuer le fossé numérique si les infrastructures de base, notamment en zones rurales, ne sont pas renforcées. Le gouvernement camerounais pourrait hésiter à avancer sur la 5G sans avoir résolu les problèmes liés aux générations précédentes de réseaux mobiles, ce qui pose un dilemme stratégique pour le pays.

Du côté des opérateurs télécoms comme MTN, la 5G est une opportunité de rentabilité accrue, notamment grâce à l'augmentation de la consommation

de données. Toutefois, les questions sur la faisabilité à court terme du déploiement sont légitimes. Le Cameroun pourrait voir la 5G comme une technologie de rupture qui permettrait aux opérateurs de commercialiser de nouveaux services et d'augmenter leur revenu, mais cela nécessiterait une modernisation des infrastructures existantes et une régulation adéquate.

Pour que le Cameroun puisse tirer pleinement parti de la 5G, une régulation claire est indispensable. Le gouvernement doit également réfléchir à un plan d'action global qui inclut l'amélioration des réseaux existants et la formation des acteurs économiques locaux pour maximiser les opportunités de la 5G. La coopération entre le secteur public et privé sera cruciale pour assurer que cette transition technologique bénéficie non seulement aux entreprises, mais aussi à l'ensemble de la population.

La 5G pourrait permettre au pays de faire un bond significatif en termes de compétitivité économique et d'innovation. Cependant, sans une régulation appropriée et une amélioration des infrastructures actuelles, ce potentiel pourrait rester inexploité.

Dagoro Etroukan

CRISE ÉNERGÉTIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'insuffisance d'énergie électrique freine la qualité de l'internet au Cameroun

Depuis quelques jours, les usagers des services de télécommunications au Cameroun subissent une dégradation significative de la qualité de l'Internet mobile.



Les opérateurs tels que MTN Cameroon, Orange Cameroun et Camtel sont en difficulté face à des perturbations qui affectent l'ensemble de leurs services. Selon un communiqué du 11 septembre 2024 de l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART), cette situation est attribuée à des problèmes liés à l'offre insuffisante d'énergie électrique.

Les contrôles menés par les équipes de l'ART révèlent que les réseaux des opérateurs souffrent de coupures fréquentes d'électricité, rendant difficile l'alimentation de leurs infrastructures. En plus de cette insuffisance énergétique, l'approvisionnement en carburant des sites techniques dans les grandes villes pose problème, aggravant la situation. Par ailleurs, des ruptures répétées des câbles à fibres optiques sur certains segments du réseau national viennent compliquer encore davantage l'offre de services. L'ART précise que les opérateurs sont à pied d'œuvre pour rétablir le bon fonctionnement de leurs réseaux dans les plus brefs délais. Toutefois, cette crise met en lumière la fragilité des infrastructures du secteur des télécommunications, dépendantes des faiblesses du système énergétique camerounais.

AFFAIRE GLENCORE

Six prévenus libérés sous caution à Londres

Très attendue, la première audience portant sur l'affaire Glencore qui épingle certains pays africains, dont le Cameroun a eu lieu, ce 10 septembre 2024. Mais juste le temps d'un renvoi. Le tribunal de Westminster s'est déclaré incompétent et a retoqué la cause par devant la Cour de Southwark Crown.



Snh suit de très près les auditions des dirigeants et employés de la multinationale Glencore... ». L'administrateur directeur général indique également : « La Snh avait saisi Glencore le 30 mai 2022, dès l'éclatement de cette affaire, puis le 5 juin 2023, après la condamnation de Glencore (...), pour qu'elle lui communique les noms des agents de la Snh qui seraient mêlés à cette affaire. Mais Glencore avait opposé un refus à cette requête, prétextant une clause d'anonymat conclue avec le Serious fraud office, agence gouvernementale rattachée au procureur général, qui menait l'enquête ».

Par ailleurs, l'entreprise camerounaise se défend et contrattaque : gel de toutes les activités avec Glencore, saisine du tribunal criminel spécial (TCS), recherche des noms des personnes impliquées côté Cameroun. Le Serious fraud office accuse principalement

Alex Beard d'avoir mis sur pieds des circuits de versement des pots-de-vin à des fonctionnaires camerounais et nigériens, ainsi qu'à des employés des sociétés pétrolières publiques de ces deux pays en vue de l'obtention de ju-teux contrats.

Rappelons que cette bataille juridique entre les tribunaux britanniques, Glencore et les autorités camerounaises tourne autour d'une enveloppe de 6,5 milliards de FCFA de commissions et rétro-commissions qui auraient été versées à de hauts responsables camerounais et nigériens, dans les marchés attribués au trader international des produits pétroliers. Glencore avait reconnu sa culpabilité et accepté de verser un montant de 700 millions de dollars d'amende, et de régler une pénalité de 486 millions de dollars pour manipulation de prix sur les marchés pétroliers.

CB

liberté sous caution des six (6) prévenus cités dans ce dossier. Il s'agit d'Alex Beard, milliardaire et ancien cadre de Glencore, d'Andrew Gibson, adjoint d'Alex Beard pendant les faits, et Martin Wakefielf, pour l'essentiel.

Notons que le Cameroun est concerné à travers la société nationale des hydrocarbures (Snh) et la société nationale de raffinage (Sonara), pour des faits portant sur la période 2012-2015.

Au terme de la première audience, Adolphe Moudiki, administrateur directeur général de la Snh a réagi, affirmant que « la

Rendez-vous est pris pour le 8 octobre 2024 à Londres, alors que localement la partie camerounaise attend avec entrain un sursaut du tribunal criminel spécial. De bonnes sources, c'est au regard de la gravité des charges, et compte tenu d'une précédente condamnation de Glencore par la Southwark crown court, précisément le 3 novembre 2022, que l'affaire sera examinée le 8 octobre 2024, prochain.

Hormis la déclaration d'incompétence prononcée, Westminster a également procédé à la mise en

NEO INDUSTRY

Un nouveau souffle pour la transformation du cacao au Cameroun

Neo Industry, l'un des leaders de la transformation du cacao au Cameroun, amorce un nouveau virage avec la nomination de Chantal Bounkeu en tant que directrice générale.

Installée dans ses fonctions le 6 septembre 2024, elle succède à Jebali Nidhal et est déterminée à repositionner l'entreprise comme un acteur majeur sur le continent africain.

Diplômée d'un DEA en sciences économiques de l'université de Poitiers en France, Chantal Bounkeu dispose d'une solide expérience dans le secteur bancaire et financier, ayant occupé des postes clés à la Banque Méridien Biao Cameroun (BMBC) et à la CBC. Forte de plus de deux décennies d'expertise, elle prend les rênes de Neo Industry avec l'ambition de redynamiser l'entreprise et d'en améliorer les performances.

Sa mission s'inscrit dans une démarche de renforcement de l'attractivité de Neo Industry, notamment en mettant l'accent sur l'accélération du processus de mise aux normes et l'obtention de certifications internationales. « Nous allons nous concentrer sur la certification FSSC 22000 et Rainforest Alliance, des labels essentiels dans un secteur du cacao de plus en plus exigeant »,



a-t-elle précisé lors de sa prise de fonction.

La mise aux normes via des certifications reconnues est un axe central de la stratégie de Neo Industry sous la direction de Chantal Bounkeu. Ces certifications, indispensables pour accéder aux marchés internationaux, permettront à l'entreprise d'améliorer sa compétitivité et de renforcer sa capacité de négociation avec les partenaires commerciaux et financiers. Le respect des standards de qualité et de durabilité devient ainsi un levier clé pour se différencier sur un marché fortement concurrentiel.

Outre ces aspects techniques, Neo Industry se projette également sur des objectifs à fort impact social et économique. L'en-

treprise, implantée à Fondjomoko dans la région de l'Ouest Cameroun, accompagne les producteurs locaux à travers des programmes de durabilité, tout en créant des emplois.

L'un des défis majeurs que Chantal Bounkeu et son adjoint, Idrissou Mouchilli, devront relever est la création de nouveaux emplois décents. Ce point a été souligné par Grégoire Owona, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, lors de la cérémonie d'installation. Il a exhorté le nouveau management à s'engager pour le développement d'un climat social sain et à faire de Neo Industry un modèle en matière de responsabilité sociale. « Nous attendons que vous créiez davantage d'emplois décents et que

vous propulsiez l'entreprise encore plus loin », a-t-il déclaré.

Avec près d'une décennie d'existence, Neo Industry a su s'imposer comme un acteur incontournable dans le secteur de la transformation du cacao, en contribuant non seulement à la valorisation de cette filière stratégique pour l'économie camerounaise, mais aussi à la création d'opportunités pour les communautés locales.

Le président du conseil d'administration, Emmanuel Neossi, n'a pas manqué d'exprimer sa confiance en la nouvelle équipe dirigeante. Selon lui, avec « la dextérité » de Chantal Bounkeu et d'Idrissou Mouchilli, Neo Industry continuera sur sa lancée, en poursuivant sa mission de transformation durable du cacao, tout en saisissant de nouvelles opportunités de croissance.

Avec ce renouveau à la tête de l'entreprise, Neo Industry semble prête à franchir un nouveau cap. L'accélération de la mise aux normes, l'expansion de ses capacités de transformation, et un engagement accru envers la durabilité économique et sociale sont autant d'éléments qui la positionnent comme un acteur de premier plan dans la filière cacao au Cameroun et au-delà.

Yveline M. Douala

GESTION DES DUTY FREE AUX ADC À DOUALA ET YAOUNDÉ

10 ans de contrat pour Lagardère

Le contrat pour la conception et l'exploitation des boutiques hors-taxes (Duty Free) des aéroports internationaux de Douala et Yaoundé a été signé le 11 septembre dernier.



Le PDG de Lagardère et le DG des ADC lors de la signature du contrat

C'était, entre Thomas Owona Assoumou, directeur général des Aéroports du Cameroun (ADC) et Sountou Bousso, président directeur général de la Lagardère Travel Retail Western Africa. La filiale du groupe français va exercer dans les ADC pendant les dix prochaines années. Dans un délai de six mois, les plateformes aéroportuaires des ADC vont accueillir respectivement trois et deux boutiques. L'ouverture officielle est prévue à la fin du premier trimestre 2025.

Ce partenariat vient à point nommé. Effectivement, dans un environnement constitué des voyageurs de plus en plus exigeants, il va permettre aux ADC d'élargir la gamme de produits proposés. Et ainsi de répondre à leurs attentes. Dans le même sens, le contrat entre Lagardère et les ADC implique la modernisation des infrastructures et des espaces commerciaux. Les voyageurs pourront bénéficier d'un cadre moderne et attrayant à leur goût. Selon Sountou Bousso, « ce partenariat nous permet de mettre notre expertise au service des aéroports camerounais en repensant les espaces commerciaux et l'expérience passager ». L'objectif est de faire des aéroports du Cameroun des hubs dynamiques où chaque voyageur se sent bienvenu. Elle rentre d'ailleurs dans le cadre du projet de modernisation des salons d'accueil initiée en 2022 à l'effet de rendre le Cameroun plus attractif pour les touristes étrangers.

Revenu augmenté

Selon Sountou Bousso président directeur général, Lagardère Travel Retail West Africa et par ailleurs président, Lagardère Travel Retail Cameroun, « ce service est un élément incontournable aux activités des aéroports qui ont dépassé ce moment où la seule fonction était de faire décoller et atterrir les avions. Aujourd'hui les aéroports sont des lieux de vie... nous devons mettre à la disposition des passagers tous les services ». Il est donc question, à travers ce partenariat, de faire passer les espaces aéroportuaires sus-évoqués de simple escale en une expérience de voyage inoubliable.

Présent dans plus de 40 pays et opérationnelle dans 250 aéroports, Lagardère Travel Retail est un pont en ce qui concerne le commerce de détail aéroportuaire. Grâce à ce partenariat, les Aéroports du Cameroun vont pouvoir augmenter leurs revenus, du fait des redevances que doit verser le concessionnaire desdites boutiques. À ce propos, Thomas Owona Assoumou précise que « Lagardère reversera 20 % des ventes des produits locaux, ainsi qu'une part du résultat net ».

Ndoman Kounour Christine



SCB Cameroun
Groupe Attijariwafa bank

Croire en vous

CREDITS SCB

**Finies les équations,
l'expert est la solution**

SCB SUKUL - SCB SÉRÉNITÉ - SCB IMMO



SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE BANQUE CAMEROUN Groupe Attijariwafa bank - Société Anonyme avec
Conseil d'Administration au capital de 10,54 milliards FCFA - RCCM. N°89.S.152 - RC/YAO/2011/M/92 -
Direction Générale : 530, Rue du Roi George - B.P. 300 Douala (Cameroun)

www.scbcameroun.net

COÛT ÉLEVÉ DES TRANSFERTS DE FONDS

Une entrave au développement économique de l'Afrique

Le coût élevé des transferts de fonds vers l'Afrique subsaharienne constitue un frein majeur à l'optimisation de cette source cruciale de financement pour les économies locales.

Selon la Banque mondiale, envoyer 200 dollars vers cette région coûte en moyenne 7,9 %, l'un des taux les plus élevés au monde. Pourtant, les remises migratoires jouent un rôle essentiel dans le soutien aux familles et dans le financement de projets de développement, faisant de la réduction de ces coûts une priorité pour l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les remises migratoires représentent une source de financement clé pour les pays en développement, notamment ceux d'Afrique subsaharienne. En 2024, ces envois de fonds devraient atteindre 54 milliards de dollars, après un léger recul de 0,3 % en 2023. Dans certains pays comme la Gambie, le Lesotho ou les Comores, les remises représentent plus de 20 % du PIB, soulignant leur importance dans les économies locales.

Cet apport financier contribue au bien-être des familles et au développement social, en permettant, par exemple, de financer l'éducation ou les soins de santé. Mais au-delà de ces aspects sociaux, les remises ont un potentiel économique considérable, notamment en matière d'investissements dans des projets locaux. C'est pourquoi Xiangchen Zhang, directeur général adjoint de l'OMC, a insisté lors du forum public 2024 sur l'importance de réduire



les coûts liés à ces transferts pour maximiser leur impact sur le développement des pays récipiendaires.

Malgré leur potentiel, les remises migratoires sont pénalisées par les coûts exorbitants associés à leur transfert. Le taux moyen de 7,9 % pour envoyer 200 dollars vers l'Afrique subsaharienne dépasse largement l'objectif de 3 % fixé par les Nations unies dans le cadre des Objectifs de développement durable. Parmi les principaux facteurs de ce coût élevé figurent les frais bancaires importants, les commissions perçues par les agences de transfert d'argent, et des taux de change défavorables.

L'un des défis majeurs identifiés par l'OMC et les experts financiers est la nécessité d'améliorer la régulation de ce secteur. La transparence sur les commissions de change ainsi que sur les frais prélevés par les différents opérateurs est cruciale pour permettre aux migrants d'envoyer de l'argent à moindre coût. Par ailleurs, la domination des réseaux informels dans les transferts de fonds, qui captent une part importante des flux, reste un autre obstacle. Renforcer l'inclusion financière en facilitant l'accès aux services bancaires formels est donc indispensable pour assainir ce secteur.

Réduire les coûts des transferts de fonds

pourrait avoir un impact considérable sur le développement économique de l'Afrique subsaharienne. En diminuant les frais de transfert, les familles récipiendaires pourraient disposer d'un revenu plus important pour répondre à leurs besoins immédiats, tout en libérant des ressources pour des investissements à long terme. Les remises pourraient ainsi contribuer à financer des projets entrepreneuriaux, des infrastructures locales ou encore des initiatives communautaires, favorisant ainsi la création d'emplois et la croissance économique.

L'implication des organisations internationales comme l'OMC dans cette dynamique est primordiale. Xiangchen Zhang a d'ailleurs souligné la nécessité de travailler de concert avec les institutions financières et les autres organisations internationales pour trouver des solutions collectives à cette problématique. L'OMC souhaite notamment encourager des discussions sur la transparence des coûts, l'harmonisation des réglementations, et la mise en place de cadres favorables à l'inclusion financière dans les pays récipiendaires. Alors que les envois de fonds continuent de croître, il est impératif que les institutions internationales, les gouvernements et les acteurs du secteur privé œuvrent ensemble pour rendre ces transferts plus abordables et plus efficaces. En permettant aux migrants d'envoyer de l'argent à moindre coût, l'Afrique subsaharienne pourrait tirer pleinement parti de cette ressource essentielle pour son développement économique et social.

Dagoro Etroukan